

LETTRE INFO PCI n° 8

Mai 2019

Spécial Europe

Pourquoi un Lettre info spéciale Europe ?

Nous sommes appelés à voter dimanche 26mai pour élire nos représentants au Parlement européen. Nous avons éprouvé le besoin de nous arrêter sur ces institutions européennes dont nous connaissons mal le fonctionnement et tenter de faire en quelques mots, un bilan (voir p. 1 à 3)

Qu'est-ce que l'Europe nous a apporté ? Qu'en attendons-nous ? Quelles solutions et propositions collectives susceptibles de nous permettre d'avancer, de surmonter la crise que nous vivons (voir p.7) ? Quelles perspectives envisager en particulier en matière de transition écologique ? Le PCI au sein du groupe G2E s'investit particulièrement sur la transition énergétique et son avancée possible au niveau européen (voir p. 4 et 5). Comment aborder le phénomène migratoire de façon juste et humaine ? (voir p.6)

Le Parlement européen est notre chance de pouvoir faire face au changement climatique et à la nécessaire adaptation à une transition énergétique. Cela implique un tournant vers un nouveau modèle économique, une transition écologique par la justice sociale, une politique migratoire commune face aux migrations conséquences des dérèglements climatiques. Seul, notre pays serait démuni. Allons voter pour le projet de notre choix pour donner plus de poids à L'Europe.

1. Qui est qui ? Qui fait quoi ?

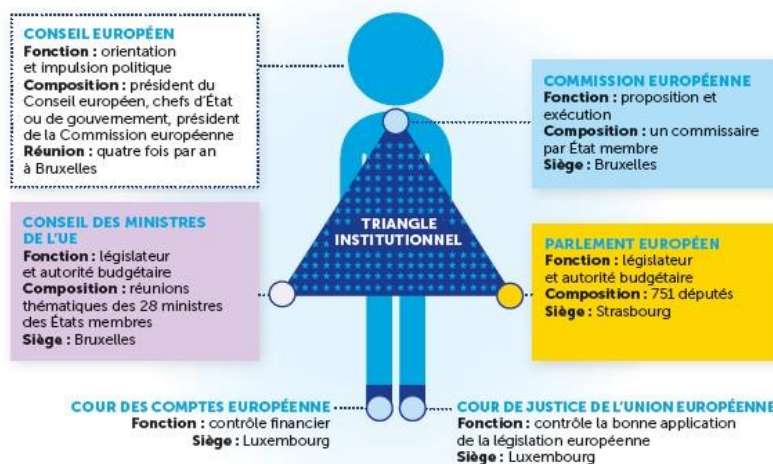
cf. les podcasts de « Toute l'Europe »
avec « Bulle Media »

Les fondateurs de l'Union Européenne ont basé les institutions sur les principes démocratiques de la séparation des pouvoirs et du respect de l'Etat de droit :

- Une autorité exécutive, (le Conseil européen; la Commission européenne propose et exécute.
 - Une assemblée pour représenter les pays (le Conseil des ministres)
 - une assemblée pour représenter les citoyens (le Parlement Européen)
 - Une Cour de Justice pour faire respecter les traités, la législation européenne
 - Une Cour des Comptes
- En 2020 un parquet européen (voir encart sur les avancées de l'Europe) donner plus de pouvoir aux citoyens.

Les institutions de l'Union européenne

Schéma développé par le Centre d'information Europe Direct de Strasbourg.



La Tête : le Conseil Européen

Il est constitué des chefs d'Etat et de gouvernements qui siègent comme E. Macron et A Merkel. Ils fixent les grandes orientations. C'est sur cette base que vont travailler les autres institutions.

Le « gouvernement » : la Commission Européenne

Elle travaille dans l'intérêt général européen. Elle élabore les projets de lois qui seront ensuite soumis aux institutions législatives. Elle est gardienne des traités et doit intervenir si les pays ne les respectent pas.

Le pouvoir Législatif : Le Parlement Européen

Seule institution directement élue par les citoyens européens : il contrôle les actions de la commission, examine les projets de lois, a le droit de veto sur certains sujets comme les élargissements ou les accords de libre échange

Le conseil des Ministres

Ce sont les ministres qui siègent en fonction des sujets (éducation, finances, culture, agriculture...). Il examinent, amendent et votent les lois que la commission européenne lui envoie

Ce n'est qu'une fois que le conseil de l'Union Européenne et le Parlement se sont mis d'accord que les lois sont adoptées

Tendance d'évolution : rendre le système plus souple, plus simple et donner plus de pouvoir aux citoyens.

2. Vers quoi ?

Mes rêves d'Europe

par Régis Moreira, collectif PCI



Une Europe de la transition écologique : Fiscalité environnementale européenne, gestion des biens communs naturels guidée par l'intérêt général : air respirable, terre vivante, eau non polluée ; gestion des déchets, suppression des gaspillages, développement de Natura 2000, transformation de la Politique Agricole Commune en une PAC biologique, énergies sans gaz à effet de serre, économie «bas carbone », mise en place d'un Pacte Finance-climat, via le mécanisme des coopérations renforcées

Une Europe économique responsable et durable, inventant un nouveau modèle et économique de développement, respectant les femmes, les hommes et la nature avant la finance, afin d'enrayer le réchauffement climatique. Développer un modèle européen de l'entreprise où l'utilité sociale serait un but au même titre que le profit, associant les salariés au conseil d'administration et les parties prenantes dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale. Mettre le service public au service de l'intérêt général ? L'Europe doit être un acteur mondial de régulation du capitalisme.

Achever la construction de l'€uro, en le dotant d'une vraie gouvernance économique (parlement de l'eurogroupe, budget, un ministre) en développant une convergence fiscale et sociale, en séparant réellement les banques d'affaires spéculatives et les banques de dépôt afin de sécuriser les avoirs des citoyens)

Doubler le budget de L'Europe, actuellement de 160Milliards d'euros comparé aux 446milliards d'Euros de la France, en développant la taxe sur les transactions financières, instaurant une taxe sur le kérosène(avions) et le fuel lourd (cargos), ainsi que sur les sociétés.

Prendre sa part dans le défi des migrations, en organisant l'accueil dans une démarche de coopération à l'échelle de l'Europe, en réformant le règlement de Dublin, en maîtrisant humainement les frontières européennes et en augmentant l'aide au codéveloppement dans les pays d'immigration.

Quiz. Combien de députés vont être élus lors des élections européennes : 766 ? 705 ? 751 ?

Réponse : A la suite du Brexit, le nombre d'eurodéputés passe de 751 à 705. Sur les 73 sièges libérés par le Royaume-Uni, 27 sont redistribués aux Etats membres, 46 sont conservés en prévision de nouvelles adhésions

Quiz. Combien d'euro députés sont élus en France en 2019 ? : 72 ? 74 ? 79 ?

Réponse : la répartition des sièges entre les Etats membres est fondée sur le principe de « proportionnalité dégressive ». Plus un Etat est peuplé, plus le nombre d'habitants représentés par député est important. Avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, La France comptait 74 représentants au Parlement européen. A la suite du Brexit et de la redistribution des sièges du Royaume Uni, la France compte 5 eurodéputés supplémentaires.

Renforcer la démocratie, en imposant plus de transparence dans les délibérations du Conseil européen, des chefs d'Etats et des ministres ; donner plus de pouvoir au parlement dans l'initiative législative et le contrôle de la commission ; supprimer le secret des affaires au bénéfice de l'intérêt général ; améliorer l'efficacité de l'initiative citoyenne européenne (ICE); instaurer un encadrement strict des interventions des lobbies et protéger les lanceurs d'alerte

Quizz. Quelle est la durée du mandat de député européen ? : 4 ans ? 5 ans ? 6 ans ?

Réponse : Les députés européens sont élus tous les cinq ans au suffrage universel direct.

Développer la formation d'une culture européenne, valoriser notre patrimoine commun européen et ses personnalités historiques, développer des programmes scolaires d'apprentissage de l'Europe : son histoire, ses valeurs, son fonctionnement institutionnel, ces défis, difficultés et réussites.

Développer l'apprentissage et la maîtrise de plusieurs langues. Favoriser les jumelages, les rencontres, les voyages, afin de fortifier la citoyenneté européenne fondée sur des valeurs démocratiques

S'appuyer sur la jeunesse pour construire une Europe fraternelle, en permettant que chaque jeune européen puisse bénéficier d'une bourse afin de porter un projet éducatif professionnel, associatif, culturel ou solidaire dans un autre pays que le sien.

Développer l'esprit de coopération, entre les Etats, les institutions, les entreprises, les associations, les personnes, dans un brassage intergénérationnel, en renforçant ce qui existe déjà et en orientant nos actions vers une transition écologique par la justice sociale

Construire la paix pour chaque habitant européen, en développant la communication sans violence, en favorisant les démarches d'égalité hommes /femmes, en laissant se développer la spiritualité laïque, dans l'esprit de servir une terre solidaire envers les plus démunis.

Ce que nous a apporté l'Europe

La paix : objectif premier des fondateurs de l'Europe, elle est acquise depuis 74 ans

La liberté : avec la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Nous pouvons passer les frontières des 26 Etats membres de l'espace Schengen de l'Union sans le moindre contrôle

L'€uro : monnaie commune à 19 pays de l'Union représentant 340 millions de citoyens permet de maîtriser l'inflation et de faire disparaître les frais de change et les dévaluations entre les monnaies

L'intégration des normes commerciales à l'échelle des 511 millions de consommateurs, l'étiquetage des produits, la défense des 3000 produits agricoles d'appellation d'origine protégée (AOP), les marchés publics

Le développement, par la construction de structures importantes, la correction des déséquilibres entre les régions et le financement de la recherche

La politique agricole commune (PAC), seule politique européenne, ayant permis le développement de l'agriculture, face aux défis concernant l'indépendance et la sécurité alimentaire, l'équilibre des territoires ruraux et la préservation des ressources naturelles

La protection de l'environnement, est engagé

pour enrayer la perte de la biodiversité sur ses territoires en représente 18,15% de la surface terrestre du territoire de l'Union européenne et 6% de la surface marine des eaux européennes *(voir encart financement biodiversité)

Le programme Erasmus qui concerne 9 millions de personnes facilite la mobilité étudiante et enseignante, la transparence et la compatibilité des qualifications dans l'enseignement supérieur et la formation professionnelle supérieure en Europe

Un parquet européen doit débiter ses travaux en novembre 2020. Un mécanisme de coopération renforcée proposé par les ministres français et allemand de la Justice ont permis l'engagement de 22 Etats membres pour la création du Parquet européen. Basé au Luxembourg il aura le pouvoir d'enquêter et d'engager des poursuites concernant les infractions portant atteinte au budget de l'Union Européenne (fraudes, corruption, blanchiment de capitaux)

Valeurs et droits de l'homme, liberté, démocratie, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentale, le respect de la dignité humaine, de l'égalité et de la solidarité ...

En France : les financements européens en matière de biodiversité

Le réseau Natura 2000 couvre 7 millions d'ha, soit 12,9% du territoire terrestre métropolitain :

29% de prairies et landes, 20% de zones agricoles et 43% de forêts.

Les Hauts plateaux du Vercors bénéficient par exemple du statut de zone de protection spécial (ZPS) en vue de

protéger les landes, pelouses, forêts, habitats rocheux caractéristiques des hauts plateaux. Le site est géré par les acteurs de terrain (collectivités territoriales, associations locales, habitants, usages et entreprises.

De même, l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis constituent un Parc Naturel « Natura 200.

3. Europe et Transition Energétique

La consommation d'énergie primaire de l'Europe était en 2017 voisin de 100 Mtep, soit 3,2 tep/habitant (NB. Un MWh électrique est environ 0,22 tep), soit en pourcentage selon les sources :

Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Nucléaire	Renouvelables (dont hydro)
14	33	25	13	15

Près des ¾ de de cette consommation (72%) est donc émettrice de GES (gaz à effet de serre), qu'il faut donc réduire au plus vite pour éviter le réchauffement climatique (RC) et toutes ses conséquences.

Un grand projet pour l'Europe

Michel Belakhovsky, Collectif PCI

➤ Initiative TERE

Je rappellerai d'abord l'initiative citoyenne TERE (Transition Energétique Rapide en Europe), lancée à Grenoble il y a 3 ans, car l'actualité la rend plutôt pertinente.

TERE part de l'objectif unique de lutter contre le RC. C'est un projet sur les 15 – 20 prochaines années car l'urgence climatique est là, et par le temps nécessaire pour que l'Europe pèse à temps sur le monde. Il fait l'hypothèse d'une consommation constante sur cette période, justifiée par le fait qu'une transition aussi drastique (éliminer charbon, pétrole et gaz !) exige un surcroît d'énergie.

Dans ces conditions, le nouveau mix énergétique découle pratiquement des contraintes d'émission GES, de celles liées aux énergies renouvelables intermittentes (ENRi), c'est-à-dire l'éolien et le solaire, et d'un besoin important d'électricité due à une urbanisation croissante.

Quizz. En combien de circonscriptions électorales est découpée la France pour les élections européennes ? : 22 ? 8 ? 1 ?

Réponse : la loi du 25 juin 2018 a rétabli la circonscription électorale unique pour les élections européennes. Auparavant, la loi du 11 avril 2003 avait découpé la France en Huit Circonscriptions électorales pour les élections européennes.

Le mix résultant est : biomasse 25 %, chaleur basse température 20 %, électricité propre 55 %. A son tour, l'électricité propre provient à 20% d'ENR modulable, 30 % d'ENRi et 50 % des fossiles mais avec capture du CO2, ou du nucléaire). Notons que ce mix moyen est à moduler selon les territoires et les pays d'Europe.

➤ L'enjeu européen

L'Europe institutionnelle agit face à l'urgence climatique (1). Mais d'une part elle est bridée sur

l'énergie, prérogative des Etats Membres (donc soumise à la règle de l'unanimité), d'autre part les moyens financiers sont très insuffisants. Il faudrait investir sur 10 ou 20 ans l'équivalent des 2/3 de son PIB de 15 TE (Téra Euros = 10¹² Euros).

La Commission européenne avait établi des scénarios et tout récemment fait une proposition qui va au-delà de l'accord de Paris (COP21) : atteindre la neutralité Carbone en 2050 (2). Ce que le Parlement européen vient de soutenir en Mars (3). Cette contrainte supplémentaire répond au rapport spécial du GIEC d'octobre dernier de limiter le RC à 1,5 °C.

➤ Des suites positives se manifestent, tout dépendra des élections européennes !

Le blocage actuel est impensable, c'est la survie de l'humanité que porte notre génération. Le commissaire européen énergie-climat, Arias Canete appelle à un système énergétique unifié et qualifie « d'absolument obsolète », sur les questions d'énergie et de fiscalité, la règle de l'unanimité.

Des voix s'élèvent partout dans le monde (dont les très jeunes !), et concernant l'Europe des propositions concrètes apparaissent pour des financements à la hauteur des enjeux ; nous en citerons deux ici :

- le Pacte Finance Climat et son projet de Traité européen : il pourrait être adopté, notamment dans le cadre de la « coopération renforcée » (Lisbonne 2019)
- Alain Grandjean d'agir dans le respect des Traités actuels, à partir d'un seul pays (en l'occurrence la France) parallèlement à une négociation avec d'autres Etats Membres (cf. livre p. 7).

(1) https://ec.europa.eu/commission/priorities/energy-union-and-climate_fr

(2) https://ec.europa.eu/clima/news/commission-calls-climate-neutral-europe-2050_fr

(3) Le mix énergétique envisagé n'est pas connu, mais ne devrait pas être bien différent de TERE.

Le Pacte finance-climat

Lancé par Jean Jouzel climatologue et Pierre Larrousurrou économiste ainsi que 500 personnalités de 12 pays, le Pacte Finance climat vise à provoquer un sursaut collectif dans lutte contre le dérèglement climatique. L'objectif est d'interpeler les chefs d'Etats et de gouvernements européens pour négocier le plus rapidement possible un Pacte qui permettrait d'apporter les financements nécessaires à la transition écologique. Chaque pays individuellement est démuné, ensemble nous pouvons répondre au défi.

Quizz. Quelles sont les langues officielles des travaux du Parlement européen ? allemand, français, italien, néerlandais ? anglais, allemand, français, espagnol ? les 24 langues des Etats membres ?

Réponse : le premier règlement adopté par les communautés européennes en 1958 établissait que les langues officielles de leurs institutions seraient les quatre langues allemand, français, italien et néerlandais de leurs pays fondateurs (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays Bas).

A chaque élargissement les langues des nouveaux Etats membres ont été ensuite intégrées.

Le Fonds monétaire international (FMI) craint une crise monétaire plus grave et plus générale qu'en 2008. L'idée serait de drainer la création monétaire vers une économie à forte efficacité énergétique et faible émission en carbone plutôt que vers la spéculation. Il serait possible de diviser par 4 les émissions de CO₂, dégonfler la bulle financière et créer 5 millions d'emplois.

L'enjeu ?

Répondre ensemble à l'urgence climatique et éviter une nouvelle crise économique mondiale. Pour cela le Pacte prévoit de s'appuyer sur 2 outils : la création d'une banque européenne du climat et de la biodiversité et la mise en place d'un fonds européen du climat et de la biodiversité.

Crise climatique - Crise financière



- La banque européenne du climat et de la biodiversité pourrait être une filiale de la BEI (banque européenne d'investissement). Chaque Etat pourrait disposer d'un droit de tirage de 2 % de son PIB par an (65 milliards d'euros pour l'Allemagne, 45 pour la France).
- Le Fonds européen pour le climat et la biodiversité pourrait être doté d'un budget de 100 milliards d'euros par an (50 pour le chantier européen, 40 pour l'Afrique, 10 pour la Recherche).

Au plan démocratique, création d'une Union pour le climat et la biodiversité.

Comment y parvenir ?

Les auteurs du Pacte Finance Climat évoquent 3 options :

- Adopter le Pacte sous la forme d'un règlement européen, mais qui pose le problème du vote à l'unanimité
- Mettre en œuvre une coopération renforcée en matière fiscale. Il faudrait que 9 Etats en prennent l'initiative
- Signer un accord intergouvernemental qui aurait pour vocation de s'ouvrir progressivement à l'adhésion de tous les Etats Membres.

Quizz. En combien de circonscriptions électorales est découpée la France pour les élections européennes ? : 22 ? 8 ? 1 ?

Réponse : la loi du 25 juin 2018 a rétabli la circonscription électorale unique pour les élections européennes.

Auparavant, la loi du 11 avril 2003 avait découpé la France en Huit Circonscriptions électorales pour les élections européennes..

4. Graines de fraternité



Fraternité, retisser des liens, Frans Timmermans

Eds. [Philippe Rey](#) 2016

Frans Timmermans (vice-président à la commission européenne) part du constat des crises et de défis à relever en ce début du XXIème siècle. Il s'appuie sur Victor Hugo pour qui la liberté était un droit, l'égalité un fait et la fraternité une obligation car sans la fraternité la liberté et l'égalité sont lettre morte.

Face à ces crises avons-nous suffisamment pris en compte, les valeurs que nous partageons explicitement et plus souvent implicitement. Il nous invite à la suite de Victor Hugo à voir la cohérence des choses et voir surtout l'interdépendance de tous les êtres humains dans notre société, laquelle est à son tour indissolublement liée à d'autres sociétés. « Oser sauter le pas et cesser de considérer cette interdépendance comme un grand danger, mais y voir au contraire notre plus grande chance ».

Quel projet peut avoir l'Union Européenne en matière d'immigration ? Quelle peut-être l'ambition de la Commission Européenne pour proposer une résolution des problèmes que les Etats membres ne peuvent résoudre tout seuls ;

Et si nous ne pensions pas le réfugié, dit-il, en terme de catégorie (migrants, aventuriers) mais en tout premier lieu en tant qu'être humains ? inventant ainsi « toutes sortes de mots pour échapper à la nécessité de regarder, éprouver des sentiments, de nous sentir concernés »

Et si la question n'était pas de savoir si le phénomène se produira mais comment nous comptons le traiter ?

« Nous pouvons faire en sorte de le maîtriser mais nous ne pouvons le faire que collectivement » par les pays

européens. Cela suppose de nous faire confiance réciproquement et la restauration de liens essentiels au sein des sociétés et entre elles. Il fait des propositions pour évoluer dans ce sens

16 mai : Journée internationale du vivre-ensemble en paix (Journée décidée par une résolution de l'assemblée de l'ONU le 8 décembre 2017)

- « Cette journée sera un moyen de mobiliser régulièrement les efforts de la communauté internationale en faveur de la paix, de la tolérance, de l'inclusion, de la compréhension et de la solidarité, et l'occasion pour tous d'exprimer le désir profond de vivre et d'agir ensemble, unis dans la différence et dans la diversité, en vue de bâtir un monde viable reposant sur la paix, la solidarité et l'harmonie.
- Les Etats Membres sont invités à continuer à agir en faveur de la réconciliation afin de contribuer à la paix et au développement durable, notamment avec les communautés, les chefs religieux et d'autres parties prenantes, en prenant des mesures de réconciliation et de solidarité en incitant les êtres humains au pardon et à la compassion »
- Le collectif national du Pacte civique propose « les diners pour la fraternité, en couleurs ! » : le 16 mai de 19h à 22h place de la République à Paris (entrée libre et gratuite)

<https://www.journee-mondiale.com/521/journee-internationale-du-vivre-ensemble.htm>

5. A lire

Europe : quelle crise ? Quelles solutions ? Pour quel projet ?

- « *Agir sans attendre, notre plan pour le climat* » de Alain Grandjean, préface de Nicolas Hulot
« Il est temps de bousculer les dogmes budgétaires pour préserver l'essentiel »
- « *Finance-climat Réveillez vous, les solutions sont là* » d'Anne Hessel, Jean Jouzel, Pierre Larrouturnou,
«il est temps de déclarer la guerre au dérèglement climatique, de saisir cette *chance* pour enfin mettre au monde un nouveau modèle de développement au service de l'humanité »
- « *Pour éviter le Chaos climatique et financier, une solution scandaleusement simple* »
de Jean Jouzel et Pierre Larrouturnou (préface de Nicolas Hulot)
« pour sauver les Banques, on a mis 1000 milliards. pourquoi ne pas mettre 1000 milliards pour sauver le climat ?
- « *Le Petit Manuel de résistance contemporaine* » de Cyril Dion
L'auteur de *Demain* s'interroge sur l'ampleur des réponses à apporter, il propose de nombreuses pistes d'actions
- « *Le capital de la terre, une révolution énergétique et monétaire pour sauver le climat* », de Nicolas Breyton
Comment mieux gérer le capital de la terre ? Quelles (crypto)monnaies pour gérer l'énergie ? quelles énergies pour enfin délaisser l'or noir ? Une troisième révolution industrielle est possible, de même une énergie décarbonée sûre. Une monnaie-énergie ?
- « *Debout l'Europe* »
de Daniel Cohn-Bendit et Guy Verhofstadt
L'Europe est en crise. Comment en est-on arrivé là ? Nous avons besoin de « plus d'Europe » pour gérer les problèmes planétaires, mais aussi pour arriver à maintenir notre position dans le monde et à protéger nos modes de vie

Livres parus tout récemment :

- « *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité* » d'Aurélien Barrau
- « *Mon Europe, je t'aime moi non plus* » de Marion Van Renthergleim
- « *Agir sans attendre* » d'Alain Grandjean

Quizz. Quel est le mode de scrutin en France ? : scrutin majoritaire à un tour ? représentation proportionnelle à un tour ? Représentation proportionnelle à un tour avec prime majoritaire ?

Réponse : Les représentants français au Parlement Européen sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle intégrale à un tour. Les électeurs choisissent une liste sur laquelle ils ne peuvent rayer aucun nom, ni changer l'ordre. Les listes ayant recueilli moins de 5% des voix ne sont pas admises à la répartition des sièges.

A voir

L'atelier Europe du Pacte Civique propose plusieurs vidéos :

<http://www.pacte-civique.org/?EuropE>

Dates à retenir

- 23 mai à 15h Rencontre et débat : Europe et Roumanie à l'heure de sa présidence par l' UPEG au Musée de Grenoble (entrée libre)
- Séminaires G2E (Grenoble Europe Energie) :

ils se tiennent de 13h30 à 15h
au laboratoire **LEGIS**, salle K118 de 1209 Rue de la Piscine, 38610 Gières

- 17 Mai : nucléaire à combustible liquide
- 21 Juin : gaz verts (biogaz, hydrogène)